

Zeitschrift:	Physioactive
Herausgeber:	Physioswiss / Schweizer Physiotherapie Verband
Band:	58 (2022)
Heft:	2
Artikel:	Rechtliche Rahmenbedingungen von Physiotherapie auf räumlicher Distanz = Cadre juridique de la physiothérapie à distance
Autor:	Widmer, Michael
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-1047028

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Rechtliche Rahmenbedingungen von Physiotherapie auf räumliche Distanz

Cadre juridique de la physiothérapie à distance

MICHAEL WIDMER

Im Zuge der Covid-19-Pandemie haben physiotherapeutische Behandlungen auf räumliche Distanz an Bedeutung gewonnen. Der Autor beleuchtet einige rechtliche Aspekte, die damit verbunden sind.

Während der Covid-19-Pandemie wurden physiotherapeutische Untersuchungen, Behandlungen und Therapien mit physischer Anwesenheit teilweise durch Behandlungen auf räumliche Distanz ersetzt. Hierbei führen nicht nur die genutzten Technologien (Beratung am Telefon oder Videokonferenz usw.) und abweichende Regelungen in verschiedenen Kantonen zu unterschiedlichen rechtlichen Rahmenbedingungen. Es spielt auch eine Rolle, ob die Physiotherapie in einer privaten Praxis oder in einem Spital (beispielsweise im Rahmen eines Leistungsauftrags) durchgeführt wird. Dennoch stellen sich in vielen Konstellationen ähnliche rechtliche Fragen.¹ Nachstehend erfolgt deshalb eine kurze Auslegeordnung einiger rechtlicher Aspekte, ohne dass diese umfassend oder vertieft dargestellt werden. Dabei wird von einer Situation ausgegangen, bei der die Physiotherapie auf Distanz mittels Videokonferenz in einer privaten Praxis durchgeführt wird.

Behandlungsvertrag

Physiotherapeut:innen müssen ihre Leistungen sorgfältig erbringen. In der privaten Praxis ergibt sich das aus dem der Behandlung zugrunde liegenden Auftragsverhältnis. Eine Therapie mittels Videokonferenz darf demnach nur stattfinden, wenn so die sorgfältige Behandlung gemäss dem jeweiligen aktuellen fachlichen Standard möglich ist. Die Physiotherapeut:innen sind hierfür haftbar. Bei Physiotherapie mittels Videokonferenz werden ferner externe Anbieter

Dans le cadre de la pandémie de Covid-19, les traitements de physiothérapie à distance ont gagné en importance. L'auteur met en lumière certains aspects juridiques qui y sont liés.

Pendant la pandémie de Covid-19, les examens, traitements et thérapies physiothérapeutiques en présence physique ont été partiellement remplacés par des traitements à distance. Dans ce contexte, ce ne sont pas seulement les technologies utilisées (consultation par téléphone ou vidéoconférence, etc.) et les réglementations divergentes entre les cantons qui entraînent des cadres juridiques différents. Le fait que la physiothérapie soit pratiquée dans un cabinet privé ou dans un hôpital (p. ex. dans le cadre d'un mandat de prestations) joue également un rôle. Néanmoins, de nombreux cas de figure posent des questions juridiques similaires.¹ C'est pourquoi nous présentons ci-après un bref état des lieux de certains aspects juridiques, sans pour autant les exposer de manière exhaustive ou approfondie. Nous partons ici d'une situation dans laquelle la physiothérapie est pratiquée à distance par vidéoconférence dans un cabinet privé.

Contrat de traitement

Les physiothérapeutes doivent fournir leurs prestations avec soin. Dans un cabinet privé, cela découle du rapport contractuel à la base du traitement. Une thérapie par vidéoconférence ne peut donc avoir lieu que si elle permet un traitement soigneux conforme aux normes professionnelles actuelles. Les physiothérapeutes en sont responsables. Dans le cas de la physiothérapie par vidéoconférence, ils font appel à des prestataires de services externes (p. ex. fournisseurs d'outils de vidéoconférence). Si le thérapeute choisit ces prestataires/outils, il est également responsable de le faire avec

¹ Für Ärztinnen und Ärzte hat die Foederatio Medicorum Helveticorum (FMH) ein Factsheet betreffend telemedizinische Behandlungen verfasst. Siehe dazu hier: <https://www.fmh.ch/files/pdf24/factsheet-telemedizin.pdf>.

¹ La Foederatio Medicorum Helveticorum (FMH) a rédigé à l'intention des médecins une fiche d'information sur les traitements de télémédecine. Voir ici: <https://www.fmh.ch/files/pdf24/factsheet-telemedizin.pdf>.



© vegefox.com - AdobeStock

Bei Therapien auf räumliche Distanz sind besondere rechtliche Rahmenbedingungen zu beachten. I Pour les thérapies à distance, des conditions juridiques particulières doivent être respectées.

als Dienstleister beigezogen (beispielsweise Anbieter von Videokonferenztools). Sucht der Therapeut oder die Therapeutin diese aus, fällt auch die sorgfältige Auswahl dieser Anbieter/Tools in seine beziehungsweise ihre Verantwortung (beispielsweise betreffend Datenschutz und Datensicherheit). Daneben bestehen die allgemeinen Pflichten aus dem Behandlungsverhältnis auch bei einer Behandlung auf räumliche Distanz. Sie umfassen u.a. Aufklärungspflichten (inkl. der Risiken der Behandlung auf Distanz oder der Datensicherheit bei Videokonferenzen) und die Führung einer Krankengeschichte.

Vertraulichkeit: Berufsgeheimnis und Datenschutz

Die Vertraulichkeit der Daten von Patient:innen ist durch verschiedene Rechtsnormen geschützt. So unterstehen Physiotherapeut:innen dem Berufsgeheimnis gemäss Art. 321 des Schweizerischen Strafgesetzbuchs (StGB). Darüber hinaus kommen bei der Bearbeitung von Patientendaten – wie bei Videokonferenzen – die allgemeinen Grundsätze des Datenschutzrechts zur Anwendung.

Gerade bei Physiotherapie mittels Videokonferenz können Dritte teilweise unverschlüsselten Zugriff auf Daten von Patient:innen erhalten (beispielsweise Anbieter von Tools). Aus Sicht des Berufsgeheimnisses und des Datenschutzrechts ist das problematisch. In der juristischen Lehre ist insbesondere umstritten, wie das Berufsgeheimnis hierbei gewahrt werden kann. Ausserdem ist bei Therapien mittels Videokonferenzen zu prüfen, ob (technisch) Daten der Patient:innen ins Ausland bekannt gegeben werden; dies könnte zusätzlich datenschutzrechtliche Probleme aufwerfen.

soin (p. ex. en ce qui concerne la protection et la sécurité des données). Par ailleurs, les obligations générales découlant de la relation de traitement sont aussi valables dans le cas d'une prise en charge à distance. Elles comprennent entre autres des obligations d'informer (notamment sur les risques du traitement à distance ou la sécurité des données en cas de vidéoconférence) et la tenue d'un dossier médical.

Confidentialité: secret professionnel et protection des données

La confidentialité des données des patient·e·s est protégée par différentes normes juridiques. Ainsi, les physiothérapeutes sont soumis·es au secret professionnel conformément à l'art. 321 du Code pénal suisse. En outre, les principes généraux du droit en matière de protection des données s'appliquent au traitement des informations relatives aux patient·e·s, dans le cadre de vidéoconférences notamment.

Précisément, dans le cas de la physiothérapie par vidéoconférence, des tiers peuvent avoir accès aux données des patient·e·s sans que celles-ci soient cryptées (p. ex. les fournisseurs d'outils). Du point de vue du secret professionnel et du droit portant sur la protection des données, cela pose problème. Dans la doctrine juridique, la question de savoir comment le secret professionnel peut être préservé est particulièrement controversée. En outre, dans le cas de thérapies par vidéoconférence, il convient de vérifier si au point de vue technique, les données des patient·e·s sont communiquées à l'étranger; cela pourrait poser des problèmes supplémentaires en matière de protection des données. Tandis que les données personnelles peuvent en principe être communiquées au sein de l'UE, des mesures supplémentaires devraient être prises en cas de communication de données personnelles dans d'autres pays (p. ex. aux États-Unis).

Parmi les solutions possibles, on peut citer le cryptage des données avec gestion des clés par les thérapeutes ou le consentement explicite et valide des patient·e·s (librement et après être dûment informé·e·s). Dans la pratique, les thérapeutes miseront sans doute souvent sur de tels consentements; mais même ainsi, un certain risque demeure.

Prescriptions cantonales

Les lois sur la santé de certains cantons contiennent toujours des dispositions selon lesquelles les prestataires doivent fournir leurs prestations «en contact direct» avec les

Während Personendaten in die EU grundsätzlich bekannt gegeben werden dürfen, wären bei einer Bekanntgabe von Personendaten in andere Länder (beispielsweise USA) zusätzliche Massnahmen zu treffen.

Mögliche Lösungsansätze sind u.a. die Verschlüsselung der Daten mit Schlüsselmanagement bei den Therapierenden oder die gültige, ausdrückliche Einwilligung der Patient:innen (freiwillig, nach angemessener Information). In der Praxis werden Therapierende wohl oft auf solche Einwilligungen setzen; aber auch damit bleibt ein gewisses Risiko verbunden.

Kantonale Vorschriften

Nach wie vor enthalten die Gesundheitsgesetze mancher Kantone Regelungen, wonach Leistungserbringer ihre Leistungen «in unmittelbarem Kontakt» mit den Patient:innen erbringen oder eine bewilligte Tätigkeit «grundsätzlich unmittelbar am Patienten» ausüben müssen. So weit diese Gesetze auf Physiotherapeut:innen anwendbar sind, betrifft dies unter anderem die Kantone Appenzell Ausserrhoden (Art. 34 GesG-AR), Schwyz (§ 25 GesG-SZ) und Zürich (§ 12 GesG-ZH). In welchen Fällen ein «unmittelbarer Kontakt» stattfindet beziehungsweise wann eine Tätigkeit «unmittelbar am Patienten» ausgeübt wird und wann vom entsprechenden «Grundsatz» allenfalls abgewichen werden darf, ist in diesen Gesetzen indessen nicht näher geregelt. Im Kanton Basel-Landschaft beispielsweise benötigt außerdem eine kantonale Bewilligung, wer Dienstleistungen, die mit Mitteln der Telekommunikation von außerhalb des Kantons Basel-Landschaft angeboten werden, im Kanton an einer Verkaufsstelle oder einer ähnlichen Einrichtung der Öffentlichkeit zugänglich macht (§ 8 GesG BL).

Tarif/Abrechnung

Unabhängig von den genannten rechtlichen Rahmenbedingungen stellt sich das Problem, wie Leistungen der Physiotherapie auf räumliche Distanz mit den Versicherungen abgerechnet werden können. Die derzeit geltenden Tarife kennen so weit ersichtlich keine Tarifpositionen, die sich ausdrücklich auf Physiotherapie auf räumliche Distanz beziehen. Bis am 30. Juni 2021 bestand zwar aufgrund der Covid-19-Pandemie eine Empfehlung des Bundesamts für Gesundheit, wonach manche per Videokonferenz erbrachte Leistungen vergütet wurden. Diese Regelung ist allerdings ausgelaufen. Derzeit besteht so weit ersichtlich keine generelle Regelung zur Abrechnung solcher Leistungen.

Schlussfolgerung

Auch wenn ein Bedürfnis nach Physiotherapie auf räumliche Distanz besteht, sind viele rechtliche Fragen in diesem Bereich nach wie vor offen. ■

patient-e-s ou exercer une activité autorisée «en principe directement auprès du patient». Dans la mesure où ces lois s'appliquent aux physiothérapeutes, cela concerne entre autres les cantons d'Appenzell Rhodes-Extérieures (art. 34 LSP-AR), Schwyz (§ 25 LSP-SZ) et Zurich (§ 12 LSP-ZH). Ces lois ne précisent toutefois pas dans quels cas il y a «contact direct» ou quand une activité est exercée «directement auprès du patient», ni quand il est possible de s'écartier du «principe» correspondant. Dans le canton de Bâle-Campagne, par exemple, celui qui met à la disposition du public, dans un point de vente ou une installation similaire, des prestations offertes par des moyens de télécommunication venant de l'extérieur du canton de Bâle-Campagne a besoin d'une autorisation cantonale (§ 8 LSP-BL).

Tarif/facturation

Indépendamment du cadre juridique mentionné, la question de savoir comment les prestations de physiothérapie à distance peuvent être facturées par les assurances se pose. Les tarifs actuellement en vigueur ne comportent pas, à notre connaissance, de positions tarifaires se rapportant expressément à la physiothérapie à distance. Jusqu'au 30 juin 2021, il existait certes une recommandation de l'Office fédéral de la santé publique en raison de la pandémie de Covid-19, selon laquelle certaines prestations fournies par vidéoconférence étaient remboursées. Cette réglementation a toutefois expiré. Actuellement, il n'existe pas de réglementation générale pour la facturation de telles prestations.

Conclusion

Même s'il existe un besoin en matière de physiothérapie à distance, de nombreuses questions juridiques restent ouvertes dans ce domaine. ■



Dr. Michael Widmer, LL.M., ist Rechtsanwalt in Winterthur und Dozent an der Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (ZHAW).

Dr. Michael Widmer, LL.M., est avocat à Winterthour et enseigne à la Haute école zurichoise de Sciences appliquées (ZHAW).

PelvicTool Home & Sport:

Intimfreies Beckenboden-Test- und Trainingsgerät mit Erfolgskontrolle

Regelmässiges, korrekt ausgeführtes Beckenbodentraining kann in vielen Fällen Beschwerden wie Blasenschwäche, Inkontinenzprobleme, erektiler Dysfunktion oder Prostataleiden lindern. Ein neues digitales Trainingsgerät des Schweizer Medizintechnikherstellers Alonea AG zeigt an, ob bei den Übungen die richtigen Muskeln angesprochen werden – ganz ohne Intimkontakt.

Das Problem bei Beckenbodenübungen: Die Muskeln, die Ziel des Trainings sind, liegen im Körper verborgen. Von aussen ist nur schwierig zu beurteilen, ob die Übungen korrekt ausgeführt werden. Das PelvicTool Home & Sport von Alonea ändert das: Mit einem Sitzkissen und einer App können Trainierende in Echtzeit sehen, ob sie die richtigen Muskeln an- bzw. entspannen.

Visualisierung und Kontrolle der Trainingsleistung mittels App

Trainieren mit dem medizinisch zertifizierten Beckenbodentrainer PelvicTool ist denkbar einfach: Das Sitzkissen mit dem SensorTube wird auf einen flachen Hocker gelegt. Danach wird auf dem Smartphone oder Tablet die PelvicTool-App gestartet. Trainiert wird im Sitzen, mit leichter Trainingsbekleidung. Mittels Biofeedback-Funktion werden die Kontraktionen der Beckenbodenmuskulatur erfasst und an die PelvicTool-App auf dem Handy oder dem Tablet übermittelt, wo sie grafisch dargestellt werden. Dank der Visualisierung wird die Trainingskontrolle deutlich erleichtert. Das Beckenbodentraining ist effektiv und angenehm in der Umsetzung – beste Voraussetzung für konsequentes Trainieren und für nachhaltige Erfolge.

Krankenkassen anerkannt

Wer regelmässig mit dem PelvicTool trainiert, erreicht rasch Verbesserungen in der Muskelkraft und der

Muskelkontrolle. Dies ist die Voraussetzung für eine Verbesserung bei Inkontinenz. Der Fortschritt kann durch die statistische Auswertung von Testmessungen bestätigt werden. Die PelvicTool-Technologie wird bereits seit Jahren erfolgreich in Physiotherapien, in Beckenboden-Kursen und in Fitnesszentren eingesetzt. Erstmals ist das Beckenboden-Trainingsgerät nun auch in einer mobilen Version für das Training zuhause verfügbar.

Durch das kompakte, handliche Format eignet es sich sehr gut zur Ausleihe an Patientinnen: Es ist einfach in der Anwendung und motivierend zum eigenständigen Training. Erhältlich ist das PelvicTool bei ausgewählten Fachhändlern sowie im Alonea-Webshop.

Das PelvicTool Home & Sport ist von der CSS Zusatzversicherung anerkannt, weitere Krankenkassen sind gemäss Hersteller in Abklärung. Gefertigt wird der Beckenbodentrainer am Firmensitz der Alonea AG.



Alonea
HEALTH AND WELL-BEING TECHNOLOGY

